

Entretien de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, dans "Al Riyad" du 17 novembre 2009, sur les relations franco-saoudiennes, la situation au Proche-Orient et sur la question du nucléaire iranien.

Déplacement au Royaume d'Arabie Saoudite, les 17 et 18 novembre 2009

Site d'origine :

Q - Monsieur le Président, vous effectuez une visite importante au Royaume d'Arabie saoudite à un moment où le Moyen-Orient connaît des événements politiques et économiques de grande ampleur. Comment voyez-vous la relation stratégique entre la France et l'Arabie saoudite ?

R - Dès le lendemain de mon élection, nous avons fait le choix, avec le Roi Abdallah, d'impulser un nouvel élan au partenariat entre nos deux pays, de lui donner une dimension véritablement stratégique. Ce n'est pas qu'une expression, cela veut dire qu'au-delà du renforcement de notre coopération économique, qui est un élément essentiel de notre partenariat, nous avons également voulu approfondir notre dialogue politique, dans tous les domaines. Pour la France, l'Arabie saoudite est un partenaire privilégié, un allié stratégique avec lequel nous essayons de promouvoir la paix dans la région, un ami sur qui nous savons pouvoir compter.

Cette visite en est la meilleure illustration. Avec Sa Majesté, nous allons parler longuement de tous les sujets, des relations entre nos deux pays bien sûr, mais aussi des grands dossiers régionaux et des enjeux globaux. J'ai toujours beaucoup de plaisir à m'entretenir avec le Roi Abdallah, pour qui j'ai la plus grande estime. Ses avis, sa vision comptent beaucoup pour moi. C'est un sage, un homme de paix et de modération qui joue en rôle irremplaçable face aux crises de la région.

Q - Qu'attendez-vous de cette visite sur le plan économique, quels sont les principaux projets que la France souhaiterait entreprendre avec le Royaume ? Et qu'en est-il de la coopération économique entre nos deux pays ?

R - Cette visite est d'abord une visite d'amitié. Sa Majesté me fait un grand honneur en m'invitant à sa résidence privée de Janadriya. C'est un geste qui me touche beaucoup.

L'objectif de cette visite, c'est de discuter en profondeur de tous les sujets. La coopération économique entre nos deux pays, qui est un pilier de notre partenariat stratégique, en fera bien sûr partie. Depuis deux ans et demi, nous avons beaucoup fait, Sa Majesté et moi, pour renforcer les liens économiques entre nos deux pays. Les réformes lancées par le Roi Abdallah ont permis à l'économie saoudienne de se développer très rapidement et de se transformer en profondeur. De nombreuses entreprises françaises participent déjà à ce développement et elles sont encore plus nombreuses à vouloir le faire. C'est vrai des grands groupes comme des petites et moyennes entreprises, qui jouent un rôle de plus en plus important. Et nos entreprises possèdent un savoir-faire internationalement reconnu dans des domaines qui intéressent tout particulièrement les autorités saoudiennes, je pense aux infrastructures, aux transports, aux communications, à l'eau, à l'électricité ou encore au nucléaire civil.

Enfin, je voudrais évoquer un autre volet de notre partenariat économique me tient tout particulièrement à coeur, c'est celui de la formation, universitaire et professionnelle. Le Roi Abdallah et le gouvernement saoudien ont fait le choix éclairé de miser sur la jeunesse, d'investir sur l'avenir en donnant la priorité à la formation et à l'éducation. Lors de ma première visite, en janvier 2008, nous avons ainsi signé plusieurs accords de coopération dans le domaine universitaire et dans celui de la formation technique et professionnelle. Depuis, ce sont plus de 50 accords qui ont été conclus entre des établissements saoudiens et français. Nous avons aussi augmenté le nombre de boursiers saoudiens que nous accueillons chaque année en France. Ils sont aujourd'hui 800 et leur nombre ne cesse d'augmenter. Mais nous ne comptons nous arrêter là. Avec le Roi

url : <http://discours-publics.vie-publique.fr/cdp/html/097003254.html>

Abdallah, nous avons décidé d'approfondir encore ce volet de notre coopération, qui est une chance pour la jeunesse de nos deux pays, qui apprennent à mieux se connaître.

Q - S'agissant du processus de paix israélo-palestinien et des idées que vous avez mises en avant, êtes-vous optimiste ? Et quelle réaction attendez-vous du côté israélien, alors que les efforts américains se sont heurtés à l'intransigeance des Israéliens sur la colonisation ?

R - La priorité absolue, c'est de relancer le plus rapidement possible le processus de paix. Il y a urgence, car le blocage actuel fait le jeu des extrémistes et éloigne chaque jour un peu plus les chances de la paix.

Mais nous le savons bien, la relance des négociations ne sera possible qu'avec des gestes forts, en particulier sur la colonisation. J'ai eu une conversation approfondie sur ce sujet avec le Premier ministre Netanyahu que j'ai reçu mercredi dernier à Paris.

J'ai dit aussi au président Abbas, que j'ai eu deux fois au téléphone la semaine dernière, combien il était essentiel qu'il reste engagé dans la perspective des prochaines élections, car nous avons besoin de lui pour construire la paix.

L'impasse dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui est extrêmement préoccupante. Mais c'est parfois de ces moments de grandes tensions que naissent les solutions, parce qu'ils donnent aux acteurs le courage et la force nécessaires pour aller de l'avant. Et c'est à nous de les y aider. C'est pourquoi tous - Américains, Européens, Russes et d'autres - nous devons unir nos efforts pour favoriser, aux côtés des acteurs régionaux, la relance du processus de paix.

Q - Quel est votre degré d'optimisme quant à la possibilité de négociations directes entre la Syrie et Israël ? Et comment peut-on y parvenir, alors que la médiation turque a été bloquée par plusieurs facteurs, notamment le conflit à Gaza ?

R - Ce que nous souhaitons, c'est une reprise la plus rapide possible des discussions de paix entre Israël et la Syrie. Selon quelles modalités ? C'est naturellement aux parties, et à elles seules, qu'il revient d'en décider.

Je l'ai dit au président Assad, qui était à Paris vendredi dernier, et au Premier ministre Netanyahu deux jours plus tôt : la France est disponible pour faciliter la reprise de ces discussions, si les parties considèrent que nous pouvons être utiles.

Est-ce que je suis optimiste ? Je constate simplement qu'à l'heure où nous parlons, les Israéliens comme les Syriens se sont dit prêts à reprendre les négociations. Reste à s'entendre sur les modalités. Je ne dis pas que ce sera facile, mais avouez que l'on a déjà avancé ; je vous rappelle qu'au lendemain des événements de Gaza, il y a bientôt un an, plus personne ne voulait se parler.

C'est maintenant aux Syriens et aux Israéliens de décider si et comment ils veulent discuter. Eux-mêmes reconnaissent qu'ils avaient bien progressé lors de leurs négociations indirectes via la Turquie. C'est la preuve qu'il y a une volonté des deux côtés. Et quand il y a une volonté partagée, il y a toujours un moyen d'y arriver. C'est ce que j'ai dit au président Assad comme au Premier ministre Netanyahu.

Q - Sur le dossier iranien, avez-vous l'impression que les dirigeants iraniens ont adopté un ton plus conciliant, notamment si on prend en compte leurs déclarations selon lesquelles Téhéran serait prêt à coopérer avec les grandes puissances dans le domaine du nucléaire ?

R - Ce qui compte, ce sont les gestes concrets, pas les discours. Nous sommes aujourd'hui à un tournant majeur : la main

tendue du président Obama, qui a voulu que les Etats-Unis rejoignent l'Europe sur la voie d'un dialogue exigeant ; la reprise des discussions entre l'Iran et les Six en septembre dernier ; l'offre de coopération sans précédent que nous venons de faire à Téhéran, et notamment la proposition faite aux Iraniens de fabriquer du combustible pour des usages civils avec leur uranium. Les dirigeants iraniens ont une opportunité extraordinaire, de montrer leur volonté de coopérer en mettant tout sur la table.

Il n'y a plus de temps à perdre. Les dirigeants iraniens ont une chance historique. Ils ne doivent pas la laisser passer. Mais je le redis : la patience de la communauté internationale n'est pas infinie.

Q - Après la formation du gouvernement libanais, quel est selon vous la prochaine étape importante que les Libanais doivent franchir pour restaurer la stabilité et la prospérité de leur pays ? Pensez-vous que le Liban a vraiment fini de résoudre sa crise ?

R - La formation du gouvernement d'union nationale au Liban est une très bonne nouvelle, pour le Liban et les Libanais bien sûr, mais aussi pour l'ensemble de la région. Cela n'a pas été facile, mais les acteurs politiques libanais ont su trouver ensemble, par le dialogue et avec un grand sens des responsabilités, la solution à ce blocage. Une nouvelle fois, les responsables libanais ont réussi à s'entendre pour faire primer l'intérêt supérieur du pays. C'est le signe d'une grande maturité politique et démocratique. Les Libanais doivent continuer sur ce chemin, celui du dialogue et de la réconciliation, le seul qui permette de faire vivre pleinement le miracle libanais et de garantir l'indépendance et la souveraineté du Liban.